



## INDICE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La définition que donne le Conseil Mondial de l'Énergie du développement durable énergétique est basée sur trois dimensions principales : sécurité énergétique, équité énergétique et environnement durable. L'indice du trilemme énergétique classe la performance énergétique des pays du monde et fournit un cadre permettant de mesurer et de comparer les progrès.

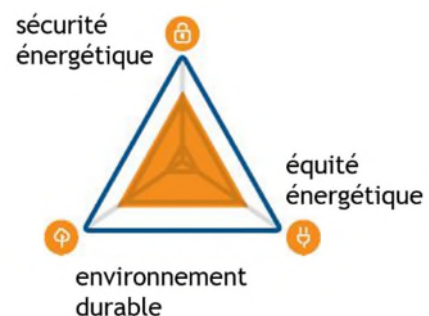
En 2016, l'indice du trilemme énergétique révèle des signes de progrès sur tous les aspects du trilemme énergétique. Treize des 125 pays évalués ont obtenu un triple A. Des efforts pour augmenter la productivité des ressources et gérer la croissance de la demande énergétique seront essentiels pour garantir l'équilibre du trilemme énergétique.

Pour les pays pris en compte dans l'Indice, l'accès à l'électricité et à une énergie propre pour cuisiner ont respectivement augmenté de 5 % à 85 % et de 5 % à 74 % depuis 2000. Dans le même temps, des énergies plus propres sont employées pour assurer l'accès à l'énergie et la croissance économique puisque les énergies renouvelables représentent 9,7 % de la consommation totale d'énergie primaire en 2015. Un bouquet énergétique plus diversifié et à faible teneur en carbone contribuera à assurer la sécurité énergétique et un environnement durable mais ses effets favorables peuvent être étouffés par l'augmentation de la consommation d'énergie qui pourrait atteindre jusqu'à 46 % d'ici 2060.

Cette année, le Danemark, la Suisse et la Suède arrivent en tête de l'Indice, le Danemark réalisant également le meilleur résultat en termes de sécurité énergétique. Même s'il ne se classe pas globalement dans les 10 premiers, le Luxembourg, qui conserve sa position de pays le plus équitable (abordable et accessible), et les Philippines sont les mieux placées en matière d'environnement durable. En Amérique latine, l'Uruguay arrive premier, tandis qu'au Moyen-Orient, Israël fait mieux que les pays voisins. En Afrique subsaharienne, l'île Maurice obtient les meilleurs résultats et, en Asie, c'est la Nouvelle-Zélande qui reste en tête du tableau des leaders régionaux. La France se classe 6<sup>ème</sup> au classement mondial ; elle était 9<sup>ème</sup> en 2015.

### INDICE 2016 DU TRILEMME : LES 10 PREMIERS PAYS

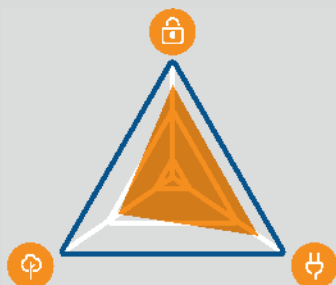
- |              |                     |
|--------------|---------------------|
| 1. Danemark  | 6. France           |
| 2. Suisse    | 7. Norvège          |
| 3. Suède     | 8. Finlande         |
| 4. Pays-Bas  | 9. Nouvelle-Zélande |
| 5. Allemagne | 10. Autriche        |



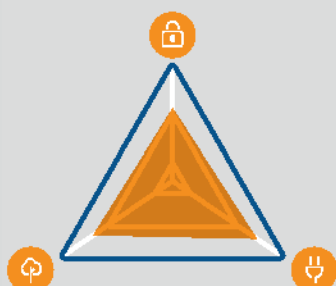


## INDICE 2016 DU TRILEMME ÉNERGÉTIQUE MONDIAL : PRÉSENTATION DES RÉGIONS

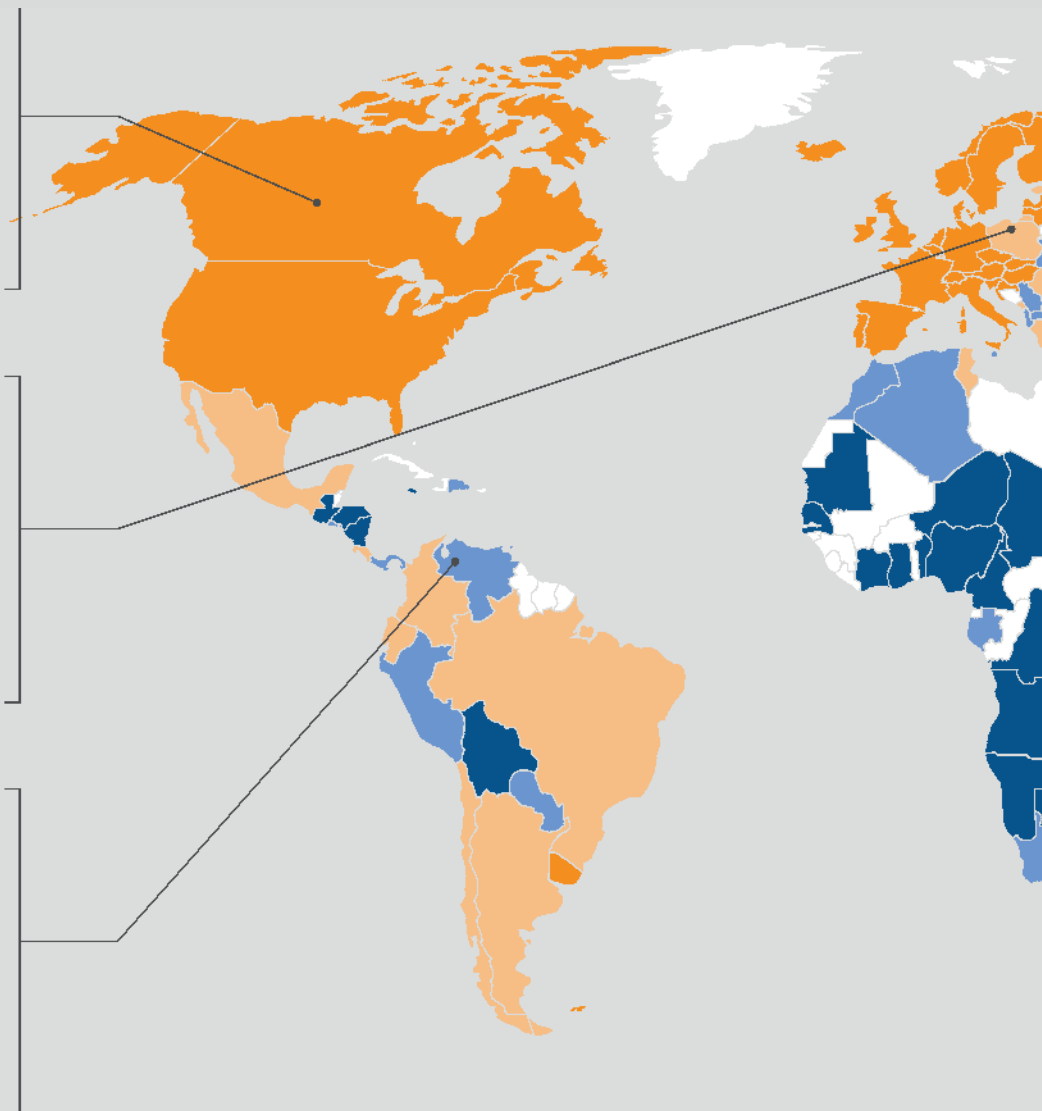
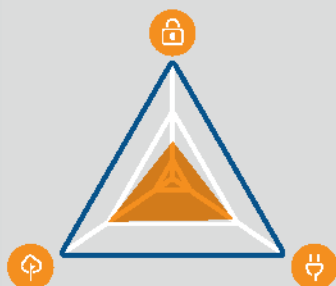
### AMÉRIQUE DU NORD



### EUROPE



### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



#### AMÉRIQUE DU NORD

##### DES INFRASTRUCTURES VIEILLISSANTES ET DES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Avec 14 % du total mondial des émissions de gaz à effet de serre, l'Amérique du Nord doit améliorer la durabilité environnementale et moderniser des infrastructures énergétiques vieillissantes afin de renforcer la résilience aux risques émergents, y compris aux événements climatiques extrêmes et aux cyber-attaques.

La durabilité environnementale devrait s'améliorer de manière significative grâce aux mesures de réduction des émissions comme, par exemple, le développement du captage l'utilisation et le stockage du carbone et la poursuite de la diversification du bouquet énergétique.

#### EUROPE

##### GESTION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Même si les pays européens sont en tête de l'Indice 2016, la région est encore confrontée à la difficulté de gérer la sécurité énergétique et les risques d'accessibilité liés à la transition énergétique.

Afin de conserver de solides résultats pour le trilemme, les décideurs doivent se concentrer sur le modèle des marchés de l'énergie, sur les marchés régionaux, la gestion de la demande et la fixation d'un prix du charbon efficace pour parvenir à gérer avec succès la difficile transition énergétique.

#### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

##### DÉVELOPPEMENT DE LA RÉSILIENCE ET DE L'ÉQUITÉ ÉNERGÉTIQUE

La région Amérique latine et Caraïbes doit œuvrer à l'amélioration et au maintien de sa sécurité énergétique en accroissant la résilience du système énergétique aux événements climatiques extrêmes et à l'amélioration de l'équité énergétique.

Diversifier l'offre énergétique avec des sources à faible teneur en carbone comme le solaire et l'éolien et développer les interconnexions régionales sera fondamental pour garantir la fiabilité des approvisionnements. Des investissements à grande échelle sont toutefois essentiels pour financer le développement d'infrastructures énergétiques résilientes.

## PERFORMANCE DES PAYS

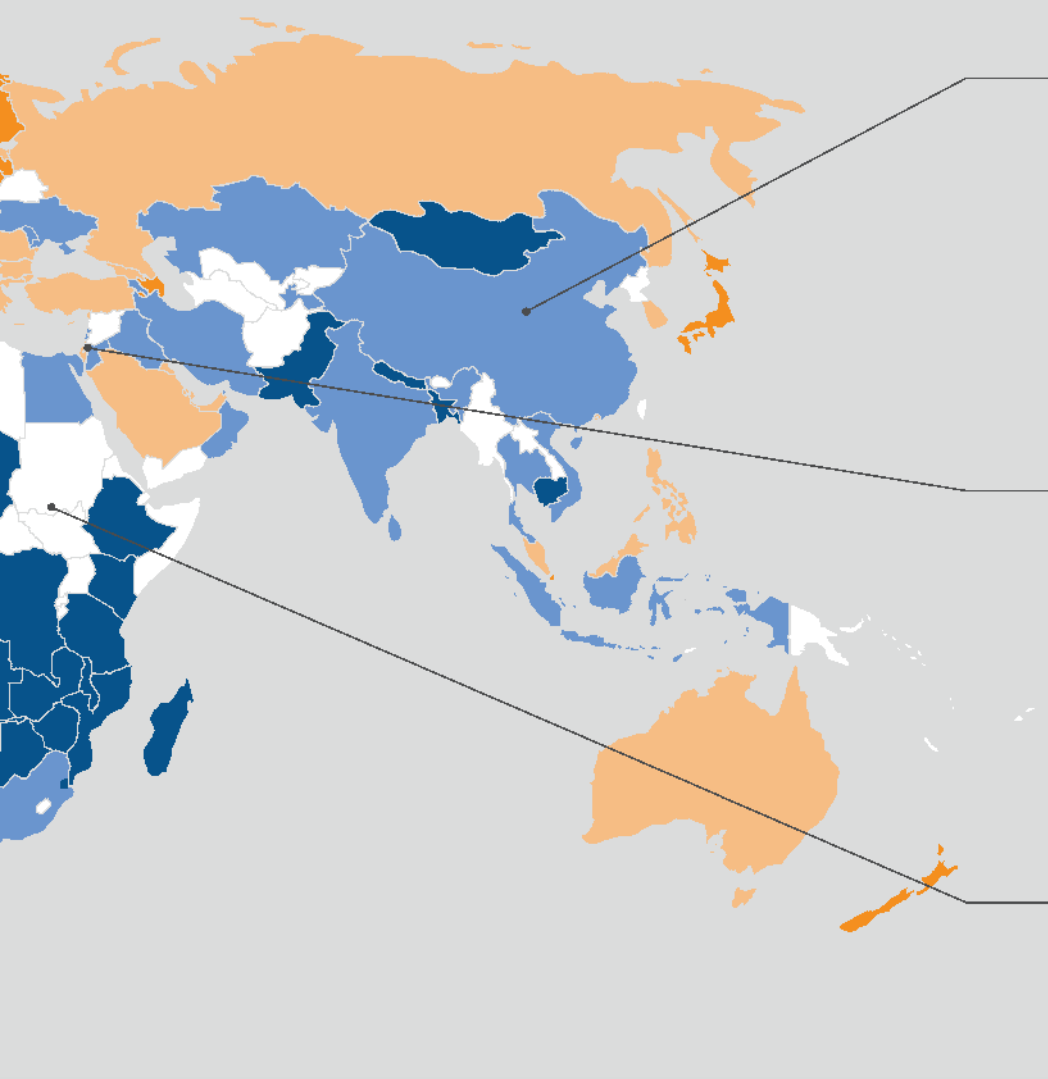
Premiers 25 %

25 % – 50 %

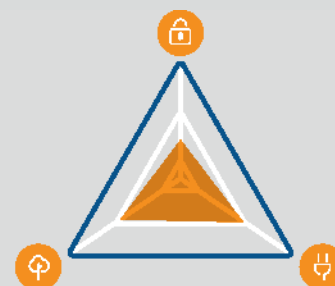
50 % – 75 %

Derniers 25 %

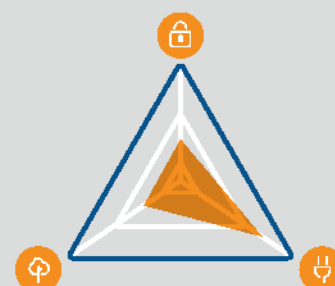
n/a



### ASIE



### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



### AFRIQUE SUBSAHARIENNE



#### ASIE

##### **DIMINUTION DE LA DÉPENDANCE AUX IMPORTATIONS FACE À LA DEMANDE CROISSANTE**

L'Asie doit parvenir à faciliter la croissance durable de ses économies émergentes très grandes consommatrices d'énergie, tout en gérant l'augmentation de la demande énergétique et la dépendance croissante par rapport aux importations d'énergie. Des améliorations sur les trois aspects du trilemme sont possibles en augmentant l'utilisation des sources d'énergie renouvelable et en diminuant la dépendance par rapport aux importations grâce à des relations commerciales fiables et à l'amélioration des infrastructures.

#### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

##### **DIVERSIFICATION HORS PÉTROLE ET GAZ**

Les principaux défis pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont l'intensité énergétique élevée, les émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation des réserves limitées d'énergies fossiles. Associées aux problèmes de pénurie d'eau, ces difficultés, si elles ne sont pas résolues, pourraient menacer la sécurité énergétique et la durabilité environnementale de la région.

De nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord se concentrent sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, sur la diversification de leurs économies et de leurs bouquets énergétiques par l'accroissement de l'utilisation de l'énergie solaire et de l'énergie nucléaire. D'importants changements au niveau des performances de la région par rapport au trilemme sont susceptibles d'apparaître vers les années 2020 et 2040.

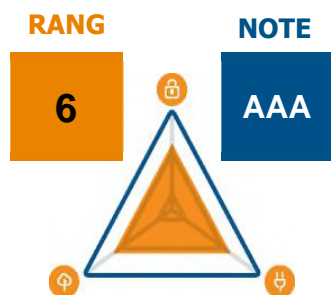
#### AFRIQUE SUBSAHARIENNE

##### **DÉBLOCAGE DES RESSOURCES ET POTENTIEL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

Les défis de l'Afrique subsaharienne sont le taux d'accès à l'énergie et l'utilisation de l'énergie commerciale les plus faibles du monde malgré sa richesse en ressources et son fort potentiel d'énergies renouvelables.

Une offre d'énergie stable et largement accessible pourrait agir comme un catalyseur pour le développement économique régional. Pour débloquer le potentiel de ressources de la région et répondre à la future demande énergétique, la région doit attirer les investissements, développer sa capacité institutionnelle et améliorer les approvisionnements énergétiques sur son réseau et hors réseau.

## FRANCE



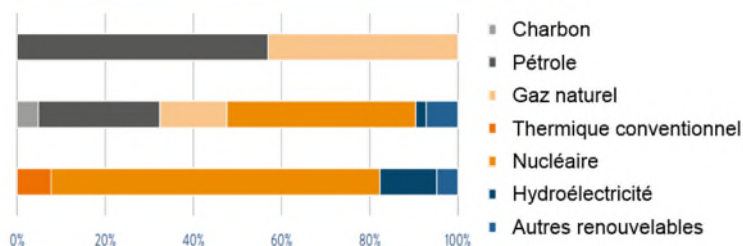
	2014	2015	2016	
<b>Rang et note</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>AAA</b>
Sécurité énergétique	24	21	16	A
Équité énergétique	10	12	9	A
Environnement durable	11	13	11	A

## PROFIL ÉNERGÉTIQUE

Réserves d'énergies fossiles  
19 Mtep

Structure de l'offre d'énergie  
Primaire

Diversité de la production  
d'électricité



## LE CONSEIL FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE

### MEMBRE DU CONSEIL MONDIAL DE L'ÉNERGIE

Fondé en 1923, le Conseil Français de l'Énergie (CFE) est le comité national français du Conseil Mondial de l'Énergie. Le Conseil Français de l'Énergie est une association, reconnue d'utilité publique, qui a pour objectif de promouvoir la fourniture et l'utilisation durables de l'énergie pour le plus grand bien de tous. Il regroupe des acteurs français (entreprises, administrations, organisations professionnelles ou université) impliqués dans des réflexions qui privilégient les dimensions d'accessibilité, de disponibilité et d'acceptabilité de l'énergie dans une perspective mondiale : toutes les ressources et les technologies de l'énergie sont représentées.

Le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) rassemble plus de 3 000 organisations et représente une centaine de pays dont les deux tiers de pays en développement.

Le Conseil Français de l'Énergie soutient les recherches en économie de l'énergie et participe aux débats énergétiques, notamment par l'intermédiaire de publications et de conférences.

Le Conseil Français de l'Énergie assure la diffusion, des résultats des recherches qu'il a financées et des travaux du Conseil Mondial de l'Énergie. Le Français étant une des deux langues officielles du Conseil Mondial de l'Énergie, le Conseil Français de l'Énergie contribue à la promotion de la francophonie en diffusant en français ces études.

Copyright © 2016 Conseil Mondial de l'Énergie (World Energy Council) et Conseil Français de l'Énergie. Tous droits réservés. Toute ou partie de cette publication peut être utilisée ou reproduite à condition que la mention suivante soit intégrée dans chaque copie ou diffusion : « Avec l'autorisation du Conseil Français de l'Énergie, Paris, [www.wec-france.org](http://www.wec-france.org) ».

Version originale anglaise publiée par le Conseil Mondial de l'Énergie, enregistré en Angleterre et au Pays de Galles No. 4184478, Registered Office, 62-64 Cornhill, London EC3V 3NH, United Kingdom.

Directeur de la publication : Jean Eudes Moncomble, Secrétaire général du Conseil Français de l'Énergie, Conseil Français de l'Énergie, 12 rue de Saint-Quentin – 75010 Paris – [www.wec-france.org](http://www.wec-france.org)